

## Des otages de Châteaubriant au maquis : de la répression à la Résistance (1940-1941) (1)

Pour beaucoup de Français, le nom de Châteaubriant évoque une page sombre de notre histoire, pour eux c'est l'image des otages fusillés en octobre 1941 sous l'occupation allemande.

Les fusillés de Châteaubriant marquent un tournant dans l'histoire de la France occupée par rapport à la perception que certains pouvaient avoir de l'occupant (« korrekt » ?), par rapport à l'image que pouvait avoir le régime de Vichy, par rapport à l'évolution de la Résistance, qu'elle soit communiste ou non communiste et plus généralement Châteaubriant est un élément important dans l'évolution de l'opinion publique de notre région et de l'ensemble de la France occupée.

C'est pourquoi nous allons nous efforcer ici de faire le point sur les faits eux-mêmes et plus encore sur les répercussions de ceux-ci en Bretagne à très court terme et à moyen terme.

### I — Le contexte général

Les troupes de la Wehrmacht étaient arrivées en Bretagne entre le 17 juin 1940 (à Fougères) et le 21 juin (à Lorient), et plus particulièrement à Nantes le 19 juin. Tout de suite a lieu la mise en place de l'administration militaire allemande dans les préfectures (Feldkommandantur) et dans les sous-préfectures (Kreiskommandantur) tandis que la Kriegsmarine s'installait dans les bases navales importantes (Brest, Lorient, Saint-Nazaire) ; d'emblée la présence allemande en Bretagne est lourde (zone côtière

---

(1) Pour l'ensemble de cette étude, nous nous appuyons sur nos propres recherches concernant l'Ille-et-Vilaine, sur celles de C. Bougeard pour les Côtes-du-Nord, de Roger Leroux pour le Morbihan, de Legrand et Thomas pour le Finistère ; malheureusement, la Loire-Inférieure n'a pas fait l'objet d'études aussi poussées.

interdite, forte densité d'occupation) en raison de la position stratégique de cette région vis-à-vis du Royaume-Uni (2).

Avec presque un mois de décalage, le régime de Vichy se mit en place. Tous les parlementaires bretons sauf sept du Finistère ont voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain ou étaient absents lors du vote. Dès l'automne, les nouveaux préfets étaient nommés ; en Loire-Inférieure, le nouveau préfet est Ingrand, quand au sous-préfet de Châteaubriant, Lecornu, nommé à titre provisoire le 17 janvier 1940, il est confirmé dans ses fonctions en novembre 1940. Ils se trouvèrent au cœur des relations avec les autorités allemandes et aux prises avec une opinion publique qui était loin d'être favorable même si elle n'était pas encore prête à agir contre l'occupant.

C'est dans ce cadre qu'apparurent les premiers actes de Résistance ou en tout cas les premières manifestations d'hostilité à l'occupant : affiches lacérées, cris et sifflements lors des actualités cinématographiques, etc... ; d'où les premières mesures de répression ou plutôt de rétorsion : couvre-feu, salles de cinéma éclairées pendant les actualités, fermeture des cinémas pendant quelques jours, etc...

Peu à peu toutefois, on passe à des actions un peu plus organisées avec la naissance des premiers groupes de Résistance. Ceux-ci sont nés d'initiatives aussi multiples que leurs activités : ramasser des armes abandonnées, faire de la propagande (tracts, voire journaux, ...), aider des prisonniers de guerre à s'évader, mais aussi fournir et transmettre des renseignements militaires. En effet, les premiers réseaux de renseignements se constituèrent dès la fin de 1940 généralement à l'initiative de Londres (Français libres ou Britanniques). Si la mission de d'Estienne d'Orves n'eut guère le temps de se mettre en place (débarqué en octobre 1940 sur les côtes bretonnes, il fut arrêté le 21 janvier 1941 à Nantes), d'autres missions furent envoyées par la France Libre telle la mission *Overcloud* ou la mission *Johnny* qui, dirigées par Joël Le Tac, s'implantèrent principalement dans le Finistère et l'Ille-et-Vilaine. Le plus important de ces réseaux fut la *confrérie Notre-Dame (CND)* à partir de novembre 1940 ; créée par Gilbert Renaud alias *colonel Rémy*, à partir de Vannes, la CND s'étendit sur toute la Bretagne et au-delà.

A l'intérieur de cette Résistance, il faut isoler la Résistance communiste à la fois parce que le Parti Communiste créa ses propres organisations de résistance et parce que toute une polémique s'est engagée pendant la

---

(2) Cf. BOUGEARD (Christian), « L'intérêt stratégique de la Bretagne pendant la seconde guerre mondiale (1940-1945) », dans *La Bretagne clés en main*, co-éd. Historiens-Géographes et Institut culturel de Bretagne, 1988, p. 47-54.

guerre et après la guerre sur la date d'entrée des communistes dans la Résistance : avant ou après l'invasion de l'URSS par les troupes nazies le 22 juin 1941 (3).

Sans entrer ici dans la polémique, notons seulement la situation de cette Résistance communiste en Bretagne avant l'affaire Hotz. Dissous en septembre 1939 par le gouvernement Daladier, le PCF tenta avec plus ou moins de succès de se réorganiser clandestinement ; désarroi, confusion idéologique étaient grands. Toutefois une direction régionale clandestine fut mise sur pied à l'été 1940 et un premier tract diffusé ; il s'agissait de l'appel d'Auguste Havez où l'orientation était nettement antihitlérienne à en croire le témoignage de Marcel Paul, chargé de réorganiser le parti dans la région ouest. Dans la région nantaise, des actions de propagande, de récupération d'armes commencèrent dès la fin de l'été, de même que dans les autres départements mais selon un rythme et des modalités différentes en raison de la force relative du parti avant guerre et de l'avancement de sa réorganisation. En même temps se formèrent les premiers groupes armés de l'O.S. (Organisation spéciale de combat) créés par le PCF dès la fin de l'année 1940 ou le début de l'année 1941 selon les départements. Ainsi, sous l'influence des cadres communistes régionaux ou locaux, le PCF tenta de se reconstituer et commença aussi à s'organiser suivant des méthodes et des structures plus appropriées à la clandestinité et au type d'action à mener comme le montre la formation des groupes OS.

Le résultat de cette réorganisation fut une action de propagande de plus en plus intensive à partir de 1940 soit sous la forme de tracts ou de journaux confectionnés sur place ou venant de la région parisienne, soit sous la forme d'inscriptions multiples qui fleurirent sur les murs. En même temps, commençaient les premiers sabotages (4) dans les usines, sur les voies ferrées, etc... de même avaient lieu les premiers attentats contre les permanences de partis collaborationnistes, contre certains bureaux allemands de recrutement de main-d'œuvre. Mais, si la Résistance communiste refusait l'attentisme, jusqu'en octobre 1941, elle s'était contentée en Bretagne de faire de la propagande, de multiplier les sabotages en particulier sur les lieux de travail, les attentats contre les biens mais il n'y avait pas encore eu d'attentats dirigés contre des Allemands même s'il avait pu arriver que des attentats contre les biens avaient blessé ou peut-être tué certains d'entre eux. Le fait majeur d'octobre 1941 est l'attentat contre un Allemand.

(3) Sur ce sujet, le point a été fait récemment lors d'un colloque en septembre 1983 et dont les actes sont parus en deux volumes sous la direction de AZEMA (J.-P.), RIOUX (J.-P.) et de PROST (Antoine), *Le parti communiste français des années sombres, 1938-1941*, éd. Le Seuil, 1986, 317 p. et *Les communistes français de Munich à Châteaubriant*, PFNSP, 1987, 439 p.

(4) Ce qui ne veut pas dire que tous aient été le fait de résistants communistes.

*L'attentat de Nantes*

Le premier attentat individuel avait eu lieu à Paris le 21 août 1941 contre l'aspirant de Marine Moser ; les communistes avaient décidé de mettre en œuvre ce type d'action afin que l'occupant ne se sentît en sécurité nulle part, afin de contribuer à hâter la fin de la guerre, mais ce type d'action ne fut pas accepté sans de vives discussions chez les jeunes communistes. Le second attentat eut lieu le 20 octobre 1941 à Nantes contre le lieutenant-colonel Hotz, commandant allemand de la place de Nantes. Immédiatement 300 personnes furent arrêtées sur place puis relâchées dès le lendemain. L'auteur que les Allemands ne retrouvèrent pas était Gilbert Brustlein, communiste qui, en agissant ainsi, obéissait aux consignes les plus récentes de son parti (5).

Cet attentat entraîna immédiatement des répercussions d'envergure nationale. Le général von Stülpnagel, gouverneur militaire de l'administration allemande en France, ordonna de fusiller sur le champ 50 otages. Cela aboutit à l'exécution le 22 octobre 1941 de 48 otages : dont 27 à Châteaubriant et 16 à Carquefou près de Nantes. La plupart était des communistes dont le député communiste Michels, le fils d'un député communiste, Guy Môquet âgé de dix-sept ans, mais il y avait aussi parmi eux un socialiste, adjoint au maire de Nantes, Alexandre Fourny, ... Par qui avaient-ils été désignés ? par Pierre Pucheu, le ministre de l'Intérieur ? Sans pouvoir trancher, on peut affirmer qu'il a pris part directement ou indirectement à leur désignation. En effet, pour les uns (6), Pucheu les a désignés lui-même, pour les autres (7), il refusa une première liste où se trouvait une quarantaine d'anciens combattants de 14-18, décorés de la croix de guerre et laissa passer une seconde liste ne comprenant que des communistes à six exceptions près (8).

Cette brutale répression eut un effet considérable sur l'opinion, communiste et non communiste, et à l'intérieur de la Résistance. Le général de Gaulle lui-même déclara le 23 octobre 1941 à la BBC, après avoir justifié que « les Allemands soient tués par des Français », il précisa « Actuellement la consigne que je donne pour le territoire occupé, c'est de ne pas y tuer ouvertement d'Allemands. Cela pour une seule raison ; c'est qu'il est en ce

(5) Il avait participé à l'attentat du 21 août, protégeant la retraite de *Fabien*.

(6) Cf. TILLON (Charles), *Les FTP*, éd. 10/18, 1971, p. 92 : il s'appuie sur une lettre du sous-préfet Lecornu à la Kommandantur datée du 20 octobre 1941.

(7) Cf. DU MOULIN DE LABARTHÈTE (H.), *Le temps des illusions*, éd. Cheval Ailé, p. 354 et suivantes.

(8) Mais parmi eux se trouvaient encore des Anciens Combattants de 14-18.

moment trop facile à l'ennemi de riposter par le massacre de nos combattants momentanément désarmés. Au contraire, dès que nous serons en mesure de passer à l'attaque, les ordres voulus seront donnés ». Il ne nous appartient pas de trancher sur le bien-fondé des attentats individuels, constatons seulement que Châteaubriant prit d'emblée une résonance symbolique et fut de ce fait un tournant pour l'opinion, marquant souvent une prise de conscience que le nazisme ne reculait devant rien, que la Résistance était possible et que le « bouclier » de Vichy se lézardait. Dans quelle mesure Châteaubriant entraîna cette prise de conscience et contrebalança de ce fait les représailles ? C'est très difficile voire impossible à mesurer, mais c'est un des événements qui contribuèrent à l'essor de la Résistance.

## II — L'impact croissant de la Résistance civile et armée en Bretagne

Balbutiante jusqu'en 1941-42, la Résistance prit son essor en 1943 ce qui se traduit par une croissance de ses effectifs et une diversification de ses activités (propagande, sabotages mais aussi fabrication de faux-papiers, attentats et, fin 1943-début 1944, les maquis). Pour faire face à cette nouvelle situation, elle dut mieux se structurer à la fois au sein de chaque mouvement ou réseau et entre ces mouvements et réseaux en mettant en place en vue de la Libération des structures communes. On peut distinguer trois formes d'organisation de la Résistance : les réseaux, les mouvements et les organismes liés au PCF. L'ensemble peu à peu fut rassemblé dans des organismes unificateurs (militaires ou politiques) destinés à préparer la Libération tandis que les liens avec Londres et Alger se renforçaient.

### *Les réseaux*

Chacun avait une spécialisation et on distingue habituellement : les réseaux de renseignement, d'évasion et d'action.

*Les réseaux de renseignement* étaient les plus anciens comme nous l'avons vu. Les plus récents (1942/43) disposaient d'un peu plus de moyens parce que les Alliés leur accordaient plus d'importance dans la perspective du débarquement et en même temps parce que le rôle stratégique de la Bretagne s'affirmait : bases navales, Mur de l'Atlantique, proximité des côtes britanniques. Cette position stratégique de la Bretagne qui s'accroissait de plus en plus en renforçant la densité de l'occupation entraîna une exaspération croissante de la population soumise à des contrôles de plus en plus sévères (zone côtière interdite, services de garde, réquisition de main-d'œuvre, ...) d'où la croissance des réseaux de renseignement.

*Les réseaux d'évasion* furent créés en 1942 par les Britanniques et le BCRA car la formation d'un pilote était longue et coûteuse. Les premiers réseaux d'évasion d'aviateurs apparurent en Bretagne en 1942 (Var,

Bordeaux-Loupiac, Pat O'Leary, Shelburn, ...) (9). Ce type de réseaux demandait une logistique importante : fabrication de faux-papiers pour les aviateurs, préparation de planques pour les aviateurs, assurer leur ravitaillement, trouver des moyens de transport pour les acheminer jusqu'à la côte.

Quant aux *réseaux d'action*, ils correspondaient également à une évolution générale de la guerre ; il s'agissait pour eux de constituer des réseaux ayant pour seule mission le sabotage dans la perspective des combats de la Libération auxquels ils devaient prendre part. Appartenant au *SOE* l'un des plus importants réseaux d'action en Bretagne fut le réseau *Parson* qui devait désorganiser les liaisons de l'ennemi, isoler les bases principales (Brest, Lorient, Saint-Nazaire). A cette fin des armes et des explosifs devaient être fournis par des parachutages ; il y en eut vingt-cinq (dont huit en Ille-et-Vilaine et sept en Loire-Inférieure) répartis sur tous les départements bretons sauf le Finistère. En raison de sa mission d'action, le réseau a aussi aidé les réfractaires au STO en leur fournissant des faux-papiers et transmis des renseignements à Londres.

Au cours de ces années 1942-44, les réseaux se développèrent largement et se caractérisèrent par une forte implantation urbaine avec quelques jalons ruraux ou maritimes. Parallèlement à cette croissance, la répression s'accrut ; beaucoup furent décimés fin 1943 et au printemps 1944 et ils ne purent pas toujours jouer leur rôle à la Libération. Ce qui caractérise les réseaux, c'est leur existence précaire mais aussi leur capacité à renaître de leurs cendres tel le phénix, mais leur durée de vie était courte de six mois à 18 mois.

#### *Les mouvements*

Ils étaient nés de groupes constitués en France et ne prirent contact avec Londres que dans un second temps. Surtout ils se distinguaient des réseaux par leurs activités : propagande clandestine, aide aux réfractaires au STO. Souvent ces mouvements avaient une connotation politique. On trouve en Bretagne comme ailleurs les quatre principaux mouvements de la zone occupée à savoir l'OCM (Organisation civile et militaire), DF (Défense de la France), Libération-nord et le FN (Front National de lutte pour l'indépendance de la France) créé à l'origine par le PCF. Les trois premiers mouvements étaient apparus en 1942 en Bretagne, du moins est-ce à ce moment-là qu'ils s'organisèrent et à partir de cette date, ils concurrent une croissance régulière. Si ces quatre mouvements se retrouvaient dans les cinq départements bretons, chacun d'entre eux avait sa zone d'implantation privilégiée telle l'OCM dans le Finistère et la Loire-Inférieure, Libération-Nord dans le Finistère et la Loire-Inférieure,

(9) Cf. HUGUEN (Roger), *Par les nuits les plus longues*, rééd. Ouest-France, 1988.

Libération-Nord dans le Finistère et les Côtes-du-Nord, etc... Plus original, le FN avait été créé en mai 1941 par le PCF ; il avait les mêmes activités que les autres mouvements mais ses premiers membres furent des communistes et il avait des liens étroits avec les FTPF l'organisation paramilitaire du PCF qui avait pris la suite de l'OS. Très rapidement, conformément aux souhaits de ses dirigeants, le FN s'ouvrit à des non communistes surtout à partir de 1942. Surtout citadin à l'origine, son implantation s'élargit peu à peu. Ainsi en Loire-Inférieure, Nantes et Saint-Nazaire étaient les deux pôles principaux du FN qui s'étendit ensuite vers Chatenay et vers le nord du département. Il en est de même sur le plan sociologique où les ouvriers furent d'abord nombreux puis ce mouvement recruta parmi les commerçants, les employés du secteur public, les policiers, etc... Comme l'ensemble de la Résistance bretonne, on constate un élargissement à la fois géographique de la ville vers la campagne et sociologique des ouvriers vers les commerçants et artisans, etc... (10).

Tous les mouvements avaient donc des activités civiles pour agir sur l'opinion, pour protéger les victimes de l'occupant et du régime de Vichy, pour préparer la Libération sur le plan politique et militaire.

#### *La Résistance armée*

Si les groupes liés à la Résistance communiste ont très tôt agi militairement en effectuant des sabotages, des attentats contre des immeubles occupés par les Allemands ou par des organismes de collaboration, la plupart des groupes armés de la Résistance se développèrent surtout à partir de 1943 et connurent leur activité maximale en 1944. Leurs méthodes et leur organisation étaient très différentes les unes des autres. Jusqu'au débarquement de Normandie, on peut distinguer deux attitudes : celle des attentistes et celle des partisans de l'action immédiate. Les premiers qui suivaient les consignes de la France Libre ne devaient pas agir avant le débarquement par des sabotages ou des attentats et surtout pas par des attentats individuels comme le montre la réaction du général de Gaulle après l'attentat contre le lieutenant-colonel Hotz. En attendant, ils devaient former des groupes de combat, s'entraîner au maniement des armes, assurer la réception des parachutages d'armes, camoufler celles-ci en attendant le jour J. Les partisans de l'action immédiate refusaient cette position et considéraient qu'il était indispensable de harceler sans cesse l'ennemi par des sabotages, des attentats afin qu'ils ne puissent se croire selon le proverbe allemand « comme Dieu en France ». Ces deux conceptions opposées alimentèrent les polémiques pendant la guerre et après la guerre. Le

---

(10) Cf. notre article, « Sociologie de la Résistance : quelques aspects méthodologiques et leur application en Ille-et-Vilaine », *Revue d'histoire de la seconde guerre mondiale*, janvier 1980, p. 33-74.

principal reproche fait aux attentistes était leur inaction et d'avoir thésaurisé des armes qui furent souvent inutilisées car découvertes avant le jour J. aux partisans de l'action immédiate, il fut reproché des résultats assez minces eu égard aux représailles subies par la population comme le montre l'affaire des otages de Châteaubriant. Appartenaient aux « attentistes » les membres de l'ORA (Organisation de la Résistance de l'Armée) et ceux de l'AS (Armée Secrète), étaient partisans de l'action immédiate les FTPF (Francs-Tireurs et Partisans Français), groupe armé du FN.

L'ORA s'était créée en 1942 après la dissolution de l'armée de l'armistice et se développa en France en s'appuyant sur les anciens cadres de l'armée. En Bretagne elle naquit pendant l'été 1943 sous l'impulsion du lieutenant d'active André Freslon de la Freslonnière (arrêté en janvier 1944) et c'est le colonel Masnou qui en prit le commandement à l'échelon régional. L'ORA cherchait à s'implanter dans tous les départements bretons et put constituer dans le Finistère plusieurs compagnies et surtout dans le Morbihan avec le commandant Muller. Excepté quelques clandestins, les hommes restaient chez eux en attendant le jour J. Peu avant le 6 juin 1944, l'ORA avait en Bretagne, selon le colonel de Dainville (11), 8000 hommes prêts à agir sur tout le territoire de la Bretagne.

L'AS créée en mars 1943 devait regrouper les formations militaires de tous les mouvements. En fait, elle a réalisé le regroupement entre les formations issues de l'OCM, de Libération-Nord et de DF ; puis une fois constituée, elle attira quelques réfractaires au STO (ceux-ci en effet sont loin d'avoir massivement rejoint la Résistance contrairement à ce que longtemps on a cru (12)). L'AS était présente un peu partout dans la région avec toutefois un département de prédilection : le Morbihan. Là en effet le commandant de gendarmerie Guillaudot avait mis en place une infrastructure de groupes de Résistants entraînés et armés sur la base de l'organisation de la gendarmerie. Au début de 1944, l'AS avait en formation dans ce département quatre bataillons. Dans les autres départements, c'est Libération-Nord qui dominait au sein de l'AS. L'AS est caractérisée sociologiquement par une forte proportion d'officiers et de sous-officiers d'active ou de réserve (armée, gendarmerie, police). C'était le général Audibert qui commandait la région M (la Bretagne, la Normandie et la Loire) jusqu'à son arrestation en mars 1944.

Jusqu'à la fin de mai 1944, les groupes de l'AS étaient formés et instruits dans le maniement des armes et recevaient les parachutages

---

(11) Cf. DAINVILLE (colonel A. de), *L'ORA. La Résistance de l'armée*, éd. Lavauzelle, 1974, p. 298-299.

(12) En particulier avant le 6 juin 1944.

d'armes, peu fréquents avant le 6 juin 1944, ils devinrent plus nombreux par la suite. L'AS entra alors véritablement en action. Cette attitude résolument « attentiste » explique les réactions de méfiance voire d'hostilité envers les FTPF et réciproquement. Dans quelques cas leurs rapports furent cordiaux ; la personnalité des responsables à tous les niveaux fut déterminante.

Nés de l'OS, les FTPF se constituèrent en tant que tels fin 1941-début 1942 ; la transformation de l'OS correspondait à l'ouverture de ces groupes armés à de non communistes. Par rapport au FN l'ouverture de ces groupes armés à des non communistes fut plus lente. Jusqu'en 1943, les dirigeants régionaux et départementaux étaient des communistes. C'est à la suite d'arrestations créant un vide dans l'encadrement que des non-communistes accédèrent à des postes de responsabilité. Comme l'ensemble de la Résistance, les effectifs des FTPF augmentèrent plus vite à partir de 1943 malgré la répression. A l'origine, les FTPF avaient la même implantation géographique que le FN. En 1941-42, ils étaient dans les principales villes : Saint-Nazaire, Nantes, Lorient, Quimper, Brest, Saint-Brieuc, Rennes, Saint-Malo. Puis, à partir de 1943, des groupes FTPF se créèrent dans les chefs-lieux de cantons puis en 1944, ils s'étendirent en tache d'huile vers de petits villages et commencèrent à former des maquis.

La structure de leurs groupes était très souple et très mobile afin qu'ils soient plus difficiles à localiser, de plus leurs membres conservaient le plus longtemps possible leur activité professionnelle. Chaque groupe comprenait peu d'hommes ; aussi pour opérer certaines actions de sabotage contre les chemins de fer ou des attentats contre des permanences d'organismes collaborateurs, ils se regroupaient le temps de l'action et se dispersaient tout de suite après celle-ci. Les groupes avaient donc leur spécificité propre, pour quel résultat ?

#### *L'action armée avant le débarquement*

Les premières actions armées furent des sabotages souvent réalisés avec des moyens très primaires. Si les premiers sabotages furent le sectionnement de câbles téléphoniques, de freins de wagons, le sabotage de voies ferrées, c'est à partir de 1942/43 que ces groupes armés commencèrent à faire sauter des dépôts d'essence allemands, des pylônes de lignes à haute tension comme celle de Saint-Nazaire à Pontchâteau, des permanences d'organismes collaborateurs. Les attentats contre des personnes (Allemands ou collaborateurs) furent ceux qui eurent le plus de retentissement ; en dehors de celui de Nantes, combien y en eut-il ? Les chiffres auxquels nous aboutissons sont approximatifs mais révélateurs de la diversité de la situation suivant les départements. Ainsi, l'Ille-et-Vilaine a connu cinq attentats contre des personnes en 1943 et dix en 1944 avant le 6 juin ; dans le Finistère, huit furent perpétrés en 1942, quatorze en 1943 (dont celui

contre l'abbé Perrot) et vingt-cinq en 1944 avant le 6 juin, enfin dans le Morbihan sept en novembre-décembre 1943 et quarante-six en 1944 avant le 6 juin (13). Ces actions étaient rarement dirigées contre des personnes de premier plan, mais plutôt contre des paysans et des commerçants qui vendaient leurs produits aux Allemands, contre des femmes ou contre des personnes soupçonnées d'avoir dénoncé tel ou tel Résistant.

Cette action armée (sabotages, attentats, et après le débarquement, attaques de convois militaires allemands) avait donc considérablement augmenté depuis le début de l'occupation et a contribué à créer un climat d'insécurité pour les Allemands. Pour l'accomplir se posait le problème des armes et de leur répartition entre les groupes armés. Celle-ci dépendait en grande partie des parachutages.

Le nombre et l'importance de ceux-ci s'accrurent au fur et à mesure que le débarquement approchait. Pour les organiser, le premier problème était de trouver un lieu isolé, suffisamment dénudé pour accueillir le parachutage ; le parachutage lorsqu'il avait lieu (combien d'échecs pour des feux de réception non perçus, des erreurs de quelques kilomètres...) était composé de matériel divers (armes, machines à écrire, argent, ...) regroupé dans des containers qu'il s'agissait de transporter la nuit le plus loin possible du lieu de parachutage. Le premier parachutage en Bretagne eut lieu en décembre 1941 à Plaudren (Morbihan), mais ce fut surtout à partir de 1943 que les parachutages se multiplièrent. Si les armes fournies par les parachutages favorisèrent la lutte armée, celles-ci restèrent insuffisantes et les groupes armés utilisèrent bien souvent les ressources « locales » (vols d'explosifs, d'armes, ...).

Surtout, ce type d'activité a préparé à l'action ces groupes qui intervinrent pendant la période de la Libération après le 6 juin 1944.

### III — Le paroxysme de la lutte armée (après le 6 juin 1944)

Les maquis et la Libération furent véritablement l'aboutissement de l'action conjointe de la Résistance civile et militaire ; le succès croissant de cette dernière était au fond la conséquence du choc subi par la population à Châteaubriant.

Au cours de la période de la Libération, quatre forces étaient en présence : les Allemands et les collaborateurs, les civils français aux prises avec des difficultés croissantes, la Résistance civile et la Résistance militaire. A la veille du jour J, la population bretonne dans son immense majorité était aux côtés des Alliés (ce qui ne veut pas dire engagée aux côtés

(13) Pour l'épuration extra-judiciaire, cf. les chiffres donnés par C. Bourgeard dans sa communication et notre ouvrage à paraître en 1989 aux éditions Ouest-France *La Bretagne de 1939 à nos jours*.

de la Résistance), si bien que les forces allemandes et les forces de répression françaises évoluaient dans un contexte de plus en plus hostile.

#### *Les forces allemandes*

L'ensemble des effectifs allemands stationnés en Bretagne était d'environ 150 000 hommes appartenant à la 7<sup>e</sup> armée du général Dolmann (P.C. au Mans) ; trois corps d'armée se partageaient les zones côtières et les troupes de campagne comprenaient six divisions. A cela s'ajoutaient des unités de renfort : deux divisions aéroportées, des unités de l'« Est », un régiment d'artillerie et des unités d'aviation et de marine. La densité d'occupation était particulièrement forte à l'Ouest ; de plus, la Bretagne avait sur son sol une bonne partie du Mur de l'Atlantique et trois bases sous-marines.

#### *La Résistance*

Les années 1943 et 1944 furent des années où elle s'unifia avec difficulté certes mais elle y réussit à la fois sur le plan civil et sur le plan militaire. Les difficultés étaient de deux ordres : les réticences internes et la répression. Les réticences internes : les FTPF répugnaient à se fondre dans les FFI où ils retrouvaient les « attentistes » de l'AS ou de l'ORA, si bien que l'unification au sein des FFI se réalisa à des rythmes différents selon les départements voire les petites régions. Malgré tout un chef militaire FFI fut désigné dans chaque département au printemps 1944 : Chenailler pour le Morbihan, Donnard pour le Finistère, Daviais pour la Loire-Inférieure et Branchoux pour les Côtes-du-Nord. Ces désignations ne s'étaient pas faites sans opposition de la part des FTPF. D'autre part, certaines furent remises en cause en raison de l'arrestation ou des recherches dont ils étaient l'objet. Malgré l'ampleur des difficultés, les FFI en Bretagne rassemblaient le 6 juin 1944 35 000 hommes environ mais ils manquaient d'armes à la fois parce que les parachutages restèrent insuffisants et parce que beaucoup de dépôts d'armes avaient été découverts par les Allemands. De plus la répression était très active de la part des forces d'occupation et des Milices (celle de Darnand et la Milice Perrot). En effet, entre février et juin 1944 se succédèrent les arrestations des responsables départementaux de l'AS, de Libération-Nord, de DF, du FN en Ille-et-Vilaine, même chose pour l'AS de Loire-Inférieure ou dans les Côtes-du-Nord. Surtout le 25 avril 1944 furent arrêtés à Rennes plusieurs responsables régionaux. Malgré tout, préparée militairement, plus unifiée, la Résistance bretonne avait des effectifs qui ne cessaient d'augmenter.

Géographiquement, on assiste en 1944 à un glissement des villes vers les campagnes. Cette « ruralisation » de la Résistance était due au passage général à l'insurrection ce qui multipliait les actes de guérilla à partir des maquis tandis que la population quittait les villes à cause des bombardements.

*Les maquis*

Après le 6 juin 1944, la Bretagne s'enflamma à la fois en raison du mot d'ordre d'insurrection générale et d'une volonté de se battre qu'il n'était plus possible de retenir quand les forces alliées semblaient si proches. Ce caractère insurrectionnel de cette période de la Libération (14) se traduisit par des actions de sabotage et de guérilla, par des combats contre les forces allemandes et les milices où les maquis jouèrent un rôle essentiel, par le « nettoyage » des zones libérées, par les combats dans les poches de l'Atlantique.

Les actions de sabotage et de guérilla connurent un grand essor dans la nuit du 5 au 6 juin 1944 en application des plans Vert et Bleu. A partir de cette nuit-là, les sabotages et les coupures furent régulièrement entretenues par les groupes FFI locaux généralement regroupés dans des maquis.

Ce qui caractérisa la Résistance à partir de la fin de 1943, ce fut la création puis la multiplication des maquis. Ces maquis étaient soit d'origine spontanée (regroupant des Résistants et quelques réfractaires) soit organisés par la France Libre. Celle-ci souhaitait encourager la création de maquis sous la direction du Service National Maquis (SNM) ; l'idée était de constituer l'embryon d'une force armée qui irait s'amalgamer à l'armée régulière lors de la Libération. Dans les faits il se créa deux types de maquis : les « maquis mobilisateurs » et les petits maquis. Dans le cas des premiers, des hommes sûrs avaient été contactés, il s'agissait de les mobiliser, de les armer et au jour J, ils devaient fixer les troupes allemandes pour les empêcher de renforcer le front après le débarquement des Alliés tels les maquis de Saint-Marcel et de Saffré. Les petits maquis réunissaient de petits effectifs (15-20 personnes), surtout répartis en petits groupes, cette structure souple leur permettant d'échapper plus facilement aux poursuites ; ils étaient liés généralement aux FTPF et présents un peu partout en Bretagne. L'existence de ces deux types de maquis a suscité un débat, lequel fut le plus efficace ? Les maquis-mobilisateurs n'ont-ils pas été des échecs dans la mesure où les pertes furent lourdes, mais d'un autre côté n'ont-ils pas réussi leur mission qui était de fixer la Wehrmacht loin du front, mais les petits maquis n'ont-ils pas su le faire dans des proportions identiques et avec des pertes moindres ?

A partir de 1944, les maquis étaient nombreux ; ils se caractérisaient par la soudaineté de leur apparition, leur caractère éphémère. Ils différaient par leur taille, leur mobilité, leur composition, la répression. Il est impossi-

(14) Cf. BAUDOT (Marcel), *La Libération de la Bretagne*, Hachette, 1974, 223 p.

ble de les recenser, mais chaque département offrait plusieurs exemples. En Loire-Inférieure, un des maquis les plus importants fut celui de Saffré, créé en 1943 (15). Celui-ci comme les autres maquis a vu ses effectifs gonfler en juin 1944. Le nouveau délégué militaire régional et son adjoint qui s'étaient retrouvés à Saint-Marcel le 12 juin 1944, avaient décidé de créer des cellules de résistance dont les armes seraient fournies par Saint-Marcel ; la première de ces cellules fut celle de Saffré près d'un terrain de parachutage homologué par Londres. Saffré regroupa très vite 300 hommes dont 20 % seulement disposaient d'une arme lorsqu'ils furent attaqués le 28 juin au matin par les troupes allemandes et la Milice, le maquis dut se disperser mais les Allemands et la Milice achevèrent les blessés et 35 personnes furent jugées sommairement : 27 furent exécutées et les 8 autres déportées.

En définitive, les maquis avaient payé un lourd tribut par erreur stratégique, par inexpérience, par manque d'armes, mais leur action galvanisa les FFI et suscita de nouvelles vocations.

Certes le bilan de la répression est lourd, qu'il concerne les Résistants eux-mêmes ou les otages, mais il est certain que plus la répression s'est aggravée, plus le poids de l'occupation se faisait sentir en multipliant les entraves à la liberté, plus le nombre de Résistants augmentait et plus encore le nombre de sympathisants s'accroissait ; de ce fait, la Résistance se mouvait dans un milieu et sur un terrain qui lui étaient de plus en plus favorables. A terme, les otages de Châteaubriant ont suscité plus de haine contre l'occupant et ses serviteurs que de réprobation contre l'attentat dirigé contre le lieutenant-colonel Hotz, y compris de la part de ceux qui n'approuvaient pas cette tactique.

Jacqueline SAINCLIVIER

---

(15) Cf. GASCHE (Etienne), *De la Maison Rouge... au maquis de Saffré*, éd. en Bretagne nantaise, 1988, p. 49 et suivantes.